



Vendredi je suis invité à intervenir au nom de mon parti (PG) à Grigny (91) à propos des luttes en cours aux Antilles. Il est annoncé par mes camarades sur place une salle bourrée à craquer. L'attente est forte à tous les niveaux me dit-on ! Nos compatriotes d'outre-mer ici sont aussi mobilisés pour soutenir les revendications dans les DOM mais aussi pour porter les légitimes aspirations à vivre dignement en métropole. Le peuple populaire de banlieue serait sensible à la naissance du Front de gauche aux élections européennes me rapportent nos camarades communistes de Grigny. Bien ! Je vais pouvoir battre l'estrade en Essonne au moment même où Jean-Luc Mélenchon sera aux Antilles au nom du Parti de gauche. Par ailleurs je dois avouer que ce sera une « belle pause » à 48 h du lancement du Front de gauche pour changer d'Europe au Zénith dimanche.

Claude Vazquez, le maire de Grigny, sera là ; Philippe Rio, mon président délégué à l'agglomération, aussi : autant dire que je serai en famille, quasi à domicile. Le parti communiste dépêche Jean-Louis Lemoing, dirigeant national de retour des Antilles, et Fernand Papaya, dirigeant du parti communiste martiniquais, sera là pour la circonstance. Parfait !

Car l'enjeu est de taille. Ensemble nous devons apporter l'espoir que l'on peut gouverner autrement et proposer un débouché politique à la contestation qu'il faut soutenir, mais qui ne peut être une fin en soi. Les forces présentes le 6 mars à Grigny ne sont pas réunies dans un front commun pour les élections européennes du 7 juin par hasard. Elles le sont pour démontrer qu'elles aspirent à changer la donne et à porter au pouvoir des solutions. L'Union Europe et ses traités surplombent les choix nationaux, cautionnant le fait que la richesse est accaparée par quelques uns qui jouent avec l'argent de ceux qui bossent. Nous pouvons dire NON le 7 juin à cette situation et proposer de répondre aux attentes populaires, du plus grand nombre.

Si aux Antilles la situation ne peut plus durer avec 90% de l'industrie agro-alimentaire contrôlée par 1% de la population, avec un taux de chômage de 22%, les plans de licenciements éclatent aussi partout en métropole, sans que rien ne les entrave ni ne protège le peuple de France. Ici et là les plans de relance ne représentent que 1 ou 2% du PIB alors même que ceux des Etats-Unis ou de la Chine représentent 4 à 7%. Des aspirations simples et fondées au regard de la perte de pouvoir d'achat ne trouvent pas d'écho en faveur de l'augmentation des salaires,

alors que les banques il y a peu obtenaient des milliards et sans condition. Battre la droite et les politiques qui accompagnent le capitalisme est une nécessité aux élections européennes mais cela ne suffira pas. La souffrance de notre peuple doit trouver des propositions de lois communes dans un projet de gouvernement pour changer la vie. L'urgence est là, qu'elle soit sociale ou politique !

En 2005, nous avons su porter l'idée qu'une autre Europe était possible.

Nous l'avons fait avec les arguments en mains, textes à l'appui, nous allons le faire à nouveau. Communistes, partisans de gauche, mais aussi tous ceux qui sont encore animés de cet esprit unitaire et sincère de 2005 : trotskistes, écologistes, républicains, parce que l'urgence exige que nous tournions la page du capitalisme. Le partage des richesses, la consommation et la production qui respectent l'homme et la planète, voilà ce qu'annoncerait une victoire aux élections européennes le 7 juin du Front de Gauche.

Voilà pourquoi, moi je m'engage dans ce Front de Gauche, pour gagner durablement à gauche. Je n'ai jamais vu de vertu à épouser l'air du temps et à protéger une « niche » électorale ; si j'avais voulu faire ça je serais resté au PS. En choisissant l'engagement politique, ne perdons jamais de vue que l'on attend de nous une capacité à éclairer, à répondre, à transformer. Le front de gauche, de la Guadeloupe à l'Essonne en passant par la Haute-Garonne, partout cela doit devenir une dynamique politique qui éclaire, éduque à une « conscience de classe » mais qui assume sa disponibilité à changer la donne en Europe et en France en gouvernant. Sinon, les intimidations, les provocations, les discriminations n'ont pas fini d'être perpétrées par la Droite. Les lois de redistribution des richesses, la planification écologique et l'approfondissement des services publics ne sont pas prêts de voir le jour. Alors, de Fort- de-France à Grigny, que le peuple s'en mêle !

Rendez-vous, au centre culturel Sidney Bechet à 19h30 à Grigny vendredi.